Forum : Forum sur l'égalité de genre

Thématique : Face au regain des tensions et des enjeux autour du genre, comment atteindre l'ODD n°5?

Nom du/de la Citoyen.ne : Laura Haen

<p>Situation familiale</p> <ul style="list-style-type: none">☐ Marié/en couple☒ Célibataire☐ Avec enfants, si oui combien _____	<p>Niveau d'étude</p> <ul style="list-style-type: none">☐ Primaire☐ Secondaire☒ Universitaire
--	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Je suis politicienne et diplomate australienne. J'ai un appartement à Canberra et je siège à la Chambre des représentants depuis les élections fédérales législatives du 21 mai 2022. Mon parti, le Parti travailliste australien (ALP – Australian Labor Party), a remporté une majorité de sièges à la Chambre.

Concernant l'atteinte de l'ODD n° 5, l'ALP a plusieurs fois prouvé son engagement en faveur de l'égalité hommes-femmes. En 2022 par exemple, le gouvernement a voté le *Fair Work Legislation Amendment*, une proposition émise par l'ALP. Cet amendement vise principalement à instaurer l'égalité au travail, notamment entre les hommes et les femmes, en interdisant les clauses de secret salarial afin de réduire les écarts de rémunération entre les deux sexes. Par ailleurs, la loi *Closing Loopholes*, adoptée en 2024, compte parmi ses réformes un renforcement de la lutte contre la violence domestique et le harcèlement.

La Chambre des représentants dans laquelle je travaille étant majoritairement composée d'hommes, je suis susceptible d'être témoin ou même victime de harcèlement ou d'agressions, comme ce fut le cas en 2021 lorsque l'affaire Brittany Higgins a été révélée, accusant le politicien Bruce Lehrmann d'avoir violé cette femme en 2019 dans le bureau de la ministre de la Défense.

Malgré les efforts du gouvernement, les inégalités persistent dans mon pays. Selon le Bureau des statistiques australien (ABS), l'écart salarial national entre les hommes et les femmes s'élève cette année à 11,5 %. Ainsi, pour toutes les professions exercées à temps plein par un adulte, alors que les hommes gagnent 1 dollar, les femmes ne gagnent que 88 cents en moyenne. Sur une année, la différence atteint 12 600 dollars.

Il est important également d'aborder la représentation politique des femmes en Australie, qui ne cesse d'augmenter mais qui reste tout de même inférieure à celle des hommes. En effet, selon l'ABS, lors de l'ouverture du dernier parlement en 2022, 44 % du parlement fédéral (Chambre des représentants + Sénat) étaient des femmes. Mais dans le détail, celles-ci sont sous-représentées dans la Chambre des représentants avec seulement 38 % des sièges pourvus. Or, c'est bien la Chambre des représentants qui a le pouvoir de proposer et de voter les lois, contrairement au Sénat qui ne peut que les amender, les approuver ou les bloquer. C'est donc pour moi une chance de siéger à la Chambre des représentants.

En Australie, l'avortement est décriminalisé depuis 2019. Mais certaines zones du territoire sont

de véritables « déserts d'accès à l'avortement ». À Canberra, là où je vis, l'accès à l'avortement est facilité. Mais ma sœur, qui vit dans les Territoires du Nord, doit parcourir de longues distances pour se rendre à Darwin, où se trouvent des cliniques pratiquant l'avortement.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle, je souhaite agir sur plusieurs fronts pour renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes en Australie. Tout d'abord, il m'est insupportable qu'un tel *gender pay gap* soit encore toléré dans notre pays. Ainsi, je souhaite qu'une obligation de transparence salariale soit mise en vigueur et vérifiée par le ministère du Travail et/ou le ministère de l'Égalité femmes-hommes. Cette mesure permettrait de s'assurer qu'une employée obtienne le même salaire qu'un employé masculin occupant le même poste.

En parallèle, il est indispensable de lutter plus efficacement contre les violences faites aux femmes. Afin d'éviter les problèmes de mauvaise écoute de la part des policiers fédéraux, notamment en fin de service, on pourrait créer une unité de police dédiée aux violences faites aux femmes, avec une disponibilité des agents 24h/24 assurée par des gardes. Pour venir en aide aux victimes, cette unité pourrait proposer un abri, fournir des dispositifs d'alerte immédiate (bouton discret à activer en cas de danger, en contact direct avec l'unité de police), mener des enquêtes et effectuer des interpellations. Pour que cette aide soit réellement efficace, il faut également sensibiliser la population afin d'encourager les victimes, ou les témoins, à chercher de l'aide auprès des autorités compétentes.

L'égalité passe aussi par l'emploi. Pour déconstruire l'image très masculine que certains secteurs véhiculent, comme le bâtiment, il serait possible d'inciter les entreprises à mettre en avant des modèles féminins lors d'interviews, de conférences ou de salons. De plus, la mise en place d'un système de candidatures anonymisées permettrait de limiter les discriminations liées au genre, même inconscientes, lors des recrutements.

Enfin, il me paraît essentiel d'agir sur le terrain de l'éducation. Les jouets pour enfants ne doivent plus être genrés, car ils participent dès le plus jeune âge à l'attribution de rôles sociaux différents selon le sexe. En éliminant cette distinction, nous pouvons offrir aux enfants un cadre plus égalitaire, où filles et garçons se construisent avec les mêmes possibilités.

Dans la continuité de ces réformes, je considère aussi que le droit à l'avortement doit être renforcé. Même s'il est déjà décriminalisé en Australie depuis 2019, son accès reste inégal sur le territoire, avec de véritables « déserts d'accès » dans certaines régions. C'est pourquoi, à l'instar de la France, ce droit devrait être inscrit dans la Constitution, afin de garantir son effectivité et sa pérennité.